



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 26/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MESSER FRANCE SAS**

24 quai GALLIENI  
92156  
92150 Suresnes

Références : UD33 - CRA - 26-136

Code AIOT : 0005206271

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS implanté ZI de la Mouline Rue des Frères Lumière 33560 Carbon-Blanc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée de manière inopinée et avait pour but de tester la mise en oeuvre du plan d'opération interne de l'établissement en dehors des heures ouvrées. Le scénario testé est un incendie d'un poids-lourds chargé sur la partie sud-ouest du site, à proximité d'autres stockages de gaz en bouteilles elles-mêmes dans des cadres, notamment de l'acétylène.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSER FRANCE SAS
- ZI de la Mouline Rue des Frères Lumière 33560 Carbon-Blanc
- Code AIOT : 0005206271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MESSER France, qui fait partie du groupe allemand MESSER, exploite 13 sites industriels en France. Les sites d'exploitation sont de trois types : des usines de production de gaz, des usines de conditionnement (cas du site de Carbon Blanc) et des sites de production de CO<sub>2</sub> installés chez d'autres industriels.

Les gaz stockés par la société MESSER seront ensuite utilisés dans les domaines de l'automobile, du BTP, de l'agroalimentaire (principale utilisation des gaz stockés à Carbon Blanc), du médical, etc.

Le site de Carbon Blanc est soumis à autorisation pour son activité de stockage d'acétylène (rubrique 4719-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). Il comprend également des installations de stockage d'oxygène (rubrique 4725-2), d'hydrogène (rubrique 4715-2) et de gaz inflammables (rubrique 4310-2), soumises à déclaration. Ces installations sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2013.

L'établissement de Carbon Blanc, qui emploie 28 personnes, conditionne environ 1,2 million de m<sup>3</sup> par an et livre 9000 bouteilles par mois.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 4
- ATEX
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Demande d'action corrective	3 mois
2	Périodicité exercices POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100	Demande d'action corrective	1 mois
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Déclenchement des procédures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	d'urgence			
6	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Demande d'action corrective	3 mois
8	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Demande d'action corrective	3 mois
9	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Demande d'action corrective	3 mois
10	Mesures post accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Demande d'action corrective	3 mois
11	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait une mise à jour de son POI en avril 2025. L'intervention de l'exploitant sur site s'est faite dans un délai de 30 min. Le délai d'obtention de l'état des stocks dans le cas d'une situation accidentelle n'est pas satisfaisant.

Le document POI nécessite d'être consolidé en tenant compte des éléments détaillés dans le présent rapport et de la mise à jour de l'étude de dangers en cours d'instruction.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'opération interne – existence

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement

<p>contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI en vigueur a été reçu par l'inspection des installations classées en date du 22 octobre 2025. Le POI est daté d'avril 2025 et a pour référence FR.04.10.Doc.2162, version 1.</p> <p>Le document prévoit une annexe procédures d'urgences Spécifiques (FR.04.10.Doc.2175), la version reçue est totalement vide.</p> <p>La version papier, disponible à l'entrée du site contient ces fiches de procédures. Elles sont identiques à la version 2018 du POI et sont référencées FR.04.10.MO.004.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède à la mise à jour de son POI et veille à envoyer une version complète et consolidée à l'inspection des installations classées, à la préfecture et au SDIS. Une version papier, en plus de la version numérique, est également demandée pour la DREAL.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Périodicité exercices POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. SSH : Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Documents consultés :

- compte rendu d'un exercice de sécurité (POI + évacuation) en date du 9 avril 2024,
- compte rendu d'un exercice de sécurité (évacuation) en date du 23 septembre 2025,
- courrier du SDIS 33 en date du 21 novembre 2024 concernant l'exercice POI.

L'inspection du 28/10/2025 avait fait l'objet du constat suivant :

"D'après les informations fournies, un exercice POI a été réalisé, le 9 avril 2024 avec la participation du SDIS 33. Dans son courrier du 21 novembre 2024, le SDIS 33 relève quelques observations et notamment que les actions de formation des personnels et la maintenance des matériels doivent être recensées dans le POI. Or, après consultation du POI transmis, ces informations n'y sont pas mentionnées."

Aucun autre exercice n'a été mené entre l'inspection du 28/10/2025 et l'inspection inopinée objet du présent rapport. Le constat reste le même. L'exploitant a jusqu'à la fin du mois de février pour prendre en compte les observations formulées par le SDIS 33, dans son courrier du 21 novembre 2024 et notamment que les actions de formation des personnels et la maintenance des matériels doivent être recensées dans le Plan d'Opération Interne.

Cette demande est renouvelée dans le présent point de contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant prend en compte les observations formulées par le SDIS 33, dans son courrier du 21 novembre 2024 et notamment que les actions de formation des personnels et la maintenance des matériels doivent être recensées dans le Plan d'Opération Interne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

[...]

**Constats :**

Document consulté :

- Feuille d'émargement à la formation "POI : origine, structure du classeur, déclenchement du POI, préparation des exercices pratiques 2026" en date du 28 janvier 2026.
- Feuille d'émargement à la formation "POI" en date du 30 janvier 2014.

L'inspection des installations classées a consulté les documents susmentionnés, reçus le 19/02/2026. Ce document confirme la participation à la formation POI du directeur du site et de son adjoint à la formation du 28 janvier 2026. Les autres membres du personnel ont participé à la formation POI du 14/01/2014. Une mise à jour du POI ayant eu lieu en avril 2025, il conviendrait de procéder à une formation à l'ensemble du personnel du site et aux intervenants extérieurs sur la conduite à tenir en cas de situation d'urgence.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant délivre une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention à l'ensemble de son personnel et aux personnels extérieurs susceptibles d'intervenir sur le site, notamment les membres de la société de gardiennage.

L'exploitant envoie les justificatifs de la tenue de cette formation à l'inspection des installations classées **dans un délai de 3 mois**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Dispositions POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

#### **Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

[...]

#### **Constats :**

##### Documents consultés :

- Commande d'achat avec le société SOCOTEC ENVIRONNEMENT en date du 23/12/2025 pour la détermination des produits de décomposition sur le site de Carbon Blanc.
- Contrat d'assistance SECHE URGENCES INTERVENTIONS

Les dispositions détaillées dans la prescription contrôlée supra ont été vues en inspection, l'exploitant est venu sur site en moins de 30 min après avoir été appelé par le directeur sécurité de MESSER France. Le descriptif de l'exercice POI est détaillé au point de contrôle suivant.

La société a un contrat avec la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT pour effectuer les prélèvements environnementaux.

Par courriel en date du 19/02/2026, l'exploitant déclare que le contrat avec la société SECHE URGENCE INTERVENTION sus-mentionné est arrivé à échéance le mois précédent. L'exploitant envisage de ne pas le renouveler et de faire appel à cette société en cas de besoin, sans contrat et de payer de façon majorée le coût de l'intervention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure que l'intervention de la société de nettoyage s'effectue dans un délai adéquat en cas de nécessité malgré l'absence de contrat. L'exploitant apporte des éléments de justification à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Déclenchement des procédures d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

**Constats :**

L'exercice POI a consisté en l'appel d'un témoin au numéro présent sur le portail du site, qui aperçoit des flammes derrière le bâtiment situé dans l'alignement du portail d'entrée. Le témoin entend également des détonations. Le déroulement a été le suivant :

- 19h45 appel au ROC (Remote Operating Center) qui a indiqué qu'il allait contacter le responsable sécurité de MESSER pour rappeler l'inspection des installations classées
- 19h56 : appel du directeur sécurité : simulation d'un appel auprès du témoin pour faire une levée de doute, simulation également de l'appel au SDIS. Le directeur sécurité déclare appeler le directeur du site. Fin d'appel à 20h11.
- 20h27 : rappel du directeur sécurité indiquant que le directeur de site a été prévenu.
- Arrivée du directeur de site à 20h45.



<p>Le POI prévoit au paragraphe V, l'attribution des rôles dans la gestion des situations d'urgence avec le descriptif de chacun. Le POI compte 4 rôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Directeur des Opérations Internes (DOI)</li> <li>- Responsable d'intervention</li> <li>- Responsable de communication</li> <li>- Responsable d'évacuation/Logistique</li> </ul> <p>Le POI explicite le fait qu'il n'y a pas d'astreinte sur le site. En dehors des heures ouvrées, seul le rôle de DOI est identifié et attribué au ROC (Remote Operating Center).</p> <p>En se référant uniquement au POI, aucun intervenant de la société MESSER n'est prévu sur site en dehors des heures ouvrées. Le schéma d'alerte présent au paragraphe I ne prévoit pas non plus l'intervention d'une personne sur le site. Or, le jour de l'exercice, le directeur de sécurité, au téléphone, a précisé que dans certains cas de figures, le directeur de site (en cas d'absence son adjoint et en cas de non réponse le responsable commercial) est appelé pour se rendre sur site. De plus, la levée de doute a été effectuée après un rappel auprès du témoin. La fiabilité des éléments transmis est contestable. Le principe de levée de doute dans le cas d'un incident autre qu'une intrusion n'est pas prévue par le schéma d'alerte.</p> <p>La simulation de l'appel auprès du SDIS a montré des écarts entre la description de l'événement par rapport à la version du témoin. Les substances sur site ont été listées succinctement avec des erreurs : l'exploitant a précisé que du butane était sur site alors que le site n'en stocke pas. La présence d'hydrogène n'a pas été mentionnée et la quantité d'acétylène présente a été sous-évaluée.</p> <p>La fiche "Appel aux services de secours" (Annexe 1.1 du POI) prévoit que la direction du vent soit spécifié, cet élément n'a pas été mentionné lors de la simulation de l'appel avec le SDIS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour son POI pour le mettre en cohérence avec l'intervention possible d'un personnel sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Stratégie d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Documents consultés :

*Rapport d'intervention en date du 8 décembre 2025 sur la vérification programmée des extincteurs*

*Rapport d'intervention en date du 8 décembre 2025 sur la vérification programmée des RIA et PIA*

*Plan des zones à risque présent à l'entrée du site.*

L'indication du vent est matérialisée par une manche à air visible depuis le portail d'entrée sur le site mais n'a pas été mentionnée comme un paramètre pris en compte par l'exploitant lors de l'exercice.

Dans le cas de l'exercice qui consistait à faire brûler des bouteilles de gaz présentes sur un poids-lourd chargé à proximité du stockage d'acétylène, la procédure d'urgence spécifique la plus appropriée s'intitule : Que faire en cas d'incendie sur une ou plusieurs bouteilles de gaz ?. Cette fiche (référence FR.04.MO.004, version 1) ne traite pas du cas de figures où les bouteilles sont sur poids-lourd ni le cas où il se produit en dehors des horaires de présence du personnel.

Des moyens de lutte contre l'incendie sont présents sur le site et figurent sur le plan présent à l'entrée du bâtiment administratif (cf point de contrôle n°8). Par courriel en date du 19/02/2026, l'exploitant fournit les rapports d'intervention du prestataire en charge de vérification des extincteurs et des PIA/RIA. Les rapports font apparaître qu'un RIA a été livré pour remplacer celui présentant une fuite.

Le POI ne précise pas les modalités de confinement des eaux incendie. Après échange avec l'exploitant le jour de l'exercice, la fermeture de la vanne du bassin de confinement est prévue en cas d'intervention du SDIS. La procédure n'est pas formalisée.

L'inspection des installations classées constate la présence d'une vanne de fermeture du bassin de confinement des eaux, signalé par un panneau. L'emplacement de ces vannes figure sur le plan des zones à risque. Par défaut la vanne est ouverte, l'exploitant ne possède pas de dispositif permettant de savoir si la vanne est ouverte ou non.

Le jour de l'inspection le bassin de confinement était plein d'eau du fait des fortes précipitations qu'a connu le département fin janvier à mi-février. Dès que les conditions météorologiques le permettront, l'exploitant s'assure de la disponibilité du volume d'eau nécessaire dans son bassin de confinement des eaux incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour les fiches d'intervention de son POI pour qu'elles soient pertinentes pour l'ensemble des phénomènes dangereux détaillés dans l'étude de danger.

L'exploitant procède au remplacement du RIA présentant une fuite.

L'exploitant installe un marqueur signalant de l'état de fermeture ou d'ouverture de la vanne de coupure du bassin de rétention.

L'exploitant vérifie que l'évacuation des eaux présentes dans le bassin de confinement s'effectue correctement dès que le contexte hydrologique le permet. Il apporte des éléments de justification quant au dimensionnement du bassin et du bon fonctionnement de son système d'évacuation.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;  e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
<b>Constats :</b>  Le schéma d'alerte présent dans le paragraphe I du POI prévoit qu'en dehors des heures ouvrées la levée de doute s'effectue pas l'envoi d'un gardien sur place. Comme évoqué au point de contrôle n°5, le directeur de site a été prévenu par le directeur sécurité de MESSER, la société de gardiennage n'a jamais été évoquée lors de l'exercice. Le schéma prévoit l'appel de la DREAL et de la préfecture. Le directeur sécurité qui a procédé à l'appel a déclaré que le numéro de la DREAL n'était pas à jour, il correspond à la préfecture. En inspection, l'exploitant a déclaré que dans ce genre d'accident, les voisins du site sont prévenus par téléphone. L'exploitant a procédé à l'appel du IBIS nouvellement ouvert à proximité du site. Le numéro de téléphone ne figure pas dans l'annuaire en annexe du POI. Le schéma d'alerte ne prévoit pas de prévenir les voisins. Le schéma d'alerte fait mention d'une alarme, il s'agit d'une alarme d'évacuation de type alarme incendie et a vocation à alerter les agents pour se rendre au point de rassemblement. Elle n'a pas été testée en inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met à jour les différents annuaires présents en annexes du POI et le schéma d'alerte du paragraphe I.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Interface service externe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate la présence de trois plans dans le cahier POI disponible à l'entrée du site. Un seul est à jour et correspond aux derniers éléments envoyés par l'exploitant à la DREAL en date du 09/02/2026.</p> <p>Le plan fait figurer le point de rassemblement matérialisé sur site. La légende n'est pas à jour, elle n'indique pas le pictogramme relatif à la coupure générale d'électricité. Les documents étaient disponibles à l'entrée du bâtiment et non depuis l'extérieur, l'intervention d'un personnel de MESSER est donc nécessaire pour le fournir aux équipes du SDIS. La coupure générale d'électricité est à l'intérieur du bâtiment, l'exploitant doit donc se rendre sur site si le SDIS souhaite procéder à la coupure électrique avant toute intervention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour les plans présents sur site pour n'avoir que la dernière version consolidée.</p> <p>L'exploitant s'assure auprès du SDIS que la disponibilité des plans dans l'entrée du bâtiment et la coupure générale électrique dans le hall de conditionnement ne constituent pas une difficulté pour la réponse opérationnelle des pompiers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Premiers prélèvements environnementaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Documents consultés :</u></p>

- *Commandes d'achat auprès de SOCOTEC ENVIRONNEMENT en date du 05/11/2025 et du 14/10/2025 pour assurer des prélèvements environnementaux en 2026, 2027 et 2028.*
- *Procédure d'alerte de l'astreinte SOCOTEC*

Le POI mis à jour en avril 2025 ne fait pas mention de la stratégie de premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant a contractualisé avec la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT en novembre 2025 afin d'établir la stratégie des premiers prélèvements et organiser l'intervention de la société.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à la mise à jour de son POI intégrant la stratégie de premiers prélèvements ainsi que le numéro de téléphone associé. Il intègre au besoin la fiche d'alerte établissant les informations à indiquer à la société en charge d'effectuer ces premiers prélèvements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Mesures post accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

**Constats :**

Le POI ne prévoit pas d'actions à entreprendre après l'accident. En inspection, l'exploitant déclare qu'une intervention peut être déclenchée auprès de la société SECHE pour assurer le nettoyage du site au besoin. L'exploitant déclare qu'une surveillance peut également être mise en place en fonction de l'accident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour le POI en précisant les mesures post-accidentelles à entreprendre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Etat des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

## **Prescription contrôlée :**

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

## **Constats :**

L'état des stocks a été demandé à l'exploitant dès la simulation de l'appel auprès du SDIS vers 20h10, l'état des stocks total du site n'a été obtenu qu'aux environs de 21h50 après allumage de

l'ordinateur et édition de la liste des stocks par le directeur du site. Ce stockage est général pour l'ensemble du site et ne permet pas d'identifier le stockage par zone.

Le jour de l'inspection, un seul poids-lourd était stationné sur site. L'état des stocks de ce dernier ne se trouvait pas dans la banquette situé à l'entrée du bâtiment administratif mais avait été récupéré par le chauffeur du poids-lourd et mis dans la cabine de conduite. Ainsi, si le feu s'était déclaré sur le poids-lourd en question, le SDIS n'aurait pas eu accès rapidement à la composition du stockage présent sur la remorque.

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié que le stockage sur le poids-lourds des bouteilles d'hydrogène corresponde à l'état des stocks.

Lors de la visite sur l'ensemble du site, l'inspection des installations classées constate la présence de deux bennes de poubelles collées au stockage d'hydrogène, relié au hall de conditionnement. Cela constitue un risque d'inflammation au regard de ce que la poubelle est susceptible de contenir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fiabilise la fourniture de l'état des stocks en toute circonstance et dans un délai adéquat avec la réponse opérationnelle du SDIS. Cet état des stocks fait figurer les mentions de danger pour les substances stockées et les quantités approximatives des substances au sein de chaque zone de stockage.

L'exploitant procède à l'enlèvement des poubelles à un autre emplacement que celui constaté le jour de l'inspection. Leur lieu de stockage pérenne ne doit pas constituer un risque pour le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois